



# Mot du président

Le 8 janvier dernier, le ministre de l'Éducation annonçait qu'étant donné l'actuelle pandémie, les examens ministériels seraient mis de côté, pour cette année.

Un long soupir s'est laissé entendre de la bouche de plusieurs enseignants et enseignantes. Comme j'enseigne en 4e secondaire, cette annonce représentait pour moi une bouffée d'air et m'enlevait un poids important qui pesait sur mes épaules. En même temps, elle a ramené à l'avant-plan une discussion qui, selon moi, est primordiale lorsque l'on se préoccupe de la qualité l'enseignement des sciences : les évaluations ministérielles telles que nous les avons connues dans les 10 dernières années sont-elles réellement nécessaires ?

Le point de vue présenté ici, aujourd'hui, est de nature beaucoup plus éditoriale que ce qui se fait habituellement. Il reflète mon avis personnel et non celui de l'AESTQ. Il est important pour moi de le spécifier. De même, la question est des plus complexes et ce n'est pas cette petite entrée en matière qui en fera le tour,

loin de là. Mais, si j'arrive à provoquer quelques discussions sur le sujet, entre pédagogues intéressés, mon but sera atteint.

Revenons donc à l'évaluation. Lorsque j'ai commencé à enseigner, les nouveaux programmes étaient en implantation. L'évaluation se faisait localement et le programme nous invitait à approfondir certains concepts. Si d'autres notions n'étaient pas travaillées, rien de grave, nos élèves avaient cheminé et leurs compétences scientifiques s'étaient développées. Quelle importance si un enseignant avait expliqué la différence entre un glacier et une banquise pendant qu'un autre s'était concentré sur les dynamiques des populations ? Rapidement, par contre, des épreuves d'appoint, et, ensuite, des épreuves obligatoires ont fait leur apparition dans les écoles. Au départ axées sur les compétences, elles sont vite devenues des épreuves très similaires à ce qui se faisait avant le renouveau pédagogique. On ne pouvait plus alors voir les notions proposées aux programmes comme des stratégies pour amener les élèves à développer leurs compétences. Elles constituaient une liste à cocher de notions théoriques à enseigner. Nul ne voulait être celui qui causerait une baisse des résultats de ses élèves en parlant trop longuement de biomes plutôt que d'expliquer la différence entre un thermoplastique et un thermodurcissable. Et c'est ainsi qu'un épisode de 3 h dans la vie de nos élèves est venu teinter l'ensemble de notre enseignement des sciences, au secondaire du moins.

Le temps étant alors compté, on commence à faire des choix basés sur l'épreuve plutôt que sur l'actualité. Qui d'entre nous a planifié, en début d'année, parler d'ARN, d'immunologie et de recherche scientifique alors que l'« épreuve de Damoclès » nous guette ? Et encore, si ce n'était le lot que des pédagogues qui œuvrent en 4e secondaire, ce serait un moindre mal. Malheureusement, les dérives évaluatives d'une épreuve comme celle que l'on vit généralement percolent vers les années antérieures. Les collègues du 1<sup>er</sup> cycle et de 3<sup>e</sup> secondaire veulent eux aussi préparer leurs élèves aux évaluations ministérielles, sinon par le contenu, au moins par la forme. On voit donc apparaître des examens organisés spécifiquement pour avoir un format similaire à ceux qui seront le point final du parcours des élèves qui ne se dirigent pas vers une carrière scientifique.

Soyez assurés, très chers collègues, que ce texte n'est pas une critique. Je réagis comme vous au manque de temps pour passer toute la matière et à mon souhait de voir mes élèves réussir. Je me sens, comme vous, peut-être, un peu coincé par le désir de faire autrement, tout en ne voulant pas nuire aux élèves qui devront la vivre, cette épreuve.

Que faire, alors ? Si seulement j'avais une réponse facile... Tout ce que je peux dire c'est que l'annulation des examens depuis 2 ans doit être le point de départ d'une réelle discussion sur les raisons d'être et la pertinence de ces évaluations, dans leur forme actuelle ou dans une autre forme. Espérons que le ministère aura le réflexe de profiter de cette « pause évaluative » pour se questionner, mais surtout, pour NOUS questionner.